

Un monde en mutation?

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **134 (1989)**

Heft 12

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344968>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un monde en mutation ?

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider*

L'Europe, notamment dans les deux Allemagnes et en URSS, a subi ces temps derniers une large évolution. Et bien des mutations, intervenues ou imminentes, ont donné lieu à des messages significatifs. Parmi ces derniers, nous citerons le discours du chancelier Kohl devant le Bundestag, le 1^{er} septembre 1989, et un article de l'ancien ambassadeur allemand Günther van Well, paru dans *Europa-Archiv*. Puis nous expliquerons l'opinion de Jean d'Ormesson, de l'Académie française, exprimée à plusieurs reprises dans le *Figaro-Magazine*.

I. Le message du chancelier Kohl

Dans son exposé, le chancelier évoquait, devant le Bundestag, les longues souffrances endurées par son pays sous la dictature d'Hitler et leurs conséquences dans l'après-guerre, puisque le Führer avait soumis à sa barbare autorité une partie de l'Europe. Et de nombreux Allemands, par erreur ou par ignorance, avaient alors subi le règne d'Hitler. Puis, au cours des ans, la génération du règne de ce dernier s'était bien sentie coupable de ne pas s'être

opposée radicalement au régime du dictateur allemand. Et c'était bien à tous ces Allemands que s'adressait le chancelier dans son exposé devant le Bundestag. Il rappelait alors les responsabilités encourues par ses compatriotes. Il faut admirer Kohl d'avoir eu le courage d'évoquer ainsi en toute franchise les conditions de l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, engagée par le Führer, alors que ses compatriotes n'avaient pas eu le courage de l'empêcher d'agir ainsi.

Dans son exposé au Bundestag, le chancelier déclarait notamment : «C'est la tristesse qui nous anime en ce jour... et le sentiment de responsabilité que nous éprouvons à cause de ce conflit, déclenché par le régime criminel alors au pouvoir.» Et Kohl déplorait l'immense nombre de morts de ce conflit, non empêché par le peuple allemand. Et, parmi les victimes innocentes de cette guerre, le chancelier citait tout particulièrement le «peuple de tous ces juifs innocents», sacrifiés parce que relevant d'une race condamnée. A vrai dire, dit-il, le mal intervenu n'a aucun fondement

* Correspondant français.

légitime et la doctrine d'Hitler était sans base valable. Celle de l'«Etat racial» était contraire aux leçons de l'histoire. D'ailleurs, dit Kohl, le prétendu «empire millénaire» du Führer «s'est écroulé en douze ans».

Cependant, les blessures résultant de la Deuxième Guerre mondiale, soulignait le chancelier, ne sont pas encore entièrement guéries. Et il rappelait les bombardements qu'il avait observés à l'âge de neuf ans. Il faut garder une vive conscience des morts et des blessés de la guerre. Mais, ajoutait-il, les enseignements de l'époque hitlérienne doivent rester vivants. Et il déclarait avec satisfaction : «Nous avons construit, en quarante ans d'efforts communs, une République responsable de la paix et de la liberté.»

Dans la suite de son exposé, le chancelier déclarait notamment que les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale nous apprennent aussi qu'un pouvoir, quelles que soient ses visions, doit pouvoir être contrôlé par un «véritable contre-pouvoir», capable de réagir efficacement contre l'équipe en place. Et Kohl rappelait les méfaits du régime national-socialiste, dont le peuple allemand avait été responsable, par action ou par omission. Et il citait tout particulièrement la responsabilité des élites sociales et politiques pour n'avoir pas agi efficacement, faute

d'avoir compris les plans hitlériens. Et le chancelier poursuivait son exposé en déclarant que seul un équilibre des forces est de nature à susciter la paix durable, avec les droits de l'homme comme base de toute l'humanité. Mais il insistait aussi sur la nécessité d'une constante vigilance de tous. Car, dit-il, l'accord Hitler-Staline a été tout simplement celui de deux dictateurs. Mais les récentes déclarations de Gorbatchev à Bonn, en juin 1989, ont suscité, dit le chancelier, un grand espoir de tous les peuples souffrant de l'actuelle situation.

Mais Kohl affirmait aussi sa profonde sympathie pour la Pologne, citant la déclaration germano-polonaise des catholiques des deux pays, «pour la liberté, la justice et la paix en Europe». Il rappelait aussi le cas du Français Rovin qui, libéré de Dachau, écrivait : «Autant nos ennemis ont effacé les traits du visage humain, autant nous devons les respecter, voire les embellir.» Le chancelier préconisait aussi l'amélioration d'une démocratie libérale entre les peuples, rappelant le cas des soldats allemands utilisés à des «fins criminelles» par Hitler. Et, soulignait-il, «il n'y a pas de voie moyenne entre la dictature et la liberté». Puis, s'adressant aux jeunes Allemands, il déclarait qu'il leur incombait une grande mission. Car, n'ayant assumé aucune responsabilité au service de leur

pays, du fait de leur âge, ils devront pratiquer désormais l'amour de la liberté et de la patrie. Mais tous les Allemands devront être fiers de leur Constitution actuelle, fondée sur la liberté et la dignité de l'homme, «dans une Europe également libre et unie». Et il concluait: «Nous avons la vision d'un devenir unissant, dans une communauté de liberté et de paix, les peuples du monde entier... C'est là le meilleur et le plus prestigieux héritage que nous puissions léguer aux générations futures.»

La déclaration évoquée du chancelier Kohl est un document de valeur historique, énonçant avec une franchise émouvante les responsabilités découlant pour la RFA des méfaits de la dictature hitlérienne. Mais elle s'adressait aussi à tous les Européens ayant conscience de leurs responsabilités nationales et internationales. En somme, cet exposé était, pour nous tous, une prise de conscience de nos devoirs en vue de la construction d'une certaine Europe, au bénéfice de toute l'humanité. Car, dit le chancelier, «la cause humaine est à considérer dans les politiques nationales et communes des pays de l'Alliance atlantique, notamment dans l'intérêt de toutes les populations séparées de leur Mère-Patrie».

Mais un autre Allemand, l'ancien ambassadeur van Well, a évoqué,

dans *Europa-Archiv*, l'évolution des orientations intervenues récemment, à l'Est comme à l'Ouest.

II. L'opinion de Günther van Well

Dans *Europa-Archiv* du 10 octobre 1989, cet ancien ambassadeur allemand, président suppléant de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik de Bonn, évoquait les nouvelles orientations de la politique intérieure et extérieure de l'URSS. Il y signalait les évolutions intervenues à l'Est et à l'Ouest, envisageant la contribution possible des deux Etats allemands à ce devenir. Puis, signalant le «changement dans la stabilité» intervenu, il envisageait l'apport de chacun des deux Etats à l'effort commun. Mais, dit-il, ce travail se heurte à une contradiction. Car celui qui veut la stabilité se heurte à une contradiction: pour assurer celle-ci, ne devra-t-il pas défendre le *statu quo*?

A vrai dire, il ne s'agit guère encore d'un système définitif, mais surtout d'un certain *modus vivendi*, entre Est et Ouest. En somme, surtout des relations communes entre RFA et RDA. Mais, se demande van Well, quelle sera l'évolution de l'Europe et de la question allemande, si importante? Seule une action en vue de la suppression progressive de la

division de l'Europe pourra aboutir à une solution heureuse, si une coopération efficace s'établissait entre les deux parties. Ou ce serait le développement d'une opposition entre Est et Ouest. Mais surtout, en RFA, l'orientation des esprits vise à l'unité allemande ou du moins, dans l'immédiat, à la suppression de la division de Berlin et de l'Allemagne, en vue de l'unité allemande.

A vrai dire, une telle évolution exigera une révision de l'accord allemand de 1952/54. En attendant, l'effort commun des Etats signataires de cette convention pourrait, selon van Well, par une action commune en faveur de la paix, agir en vue de l'objectif commun: une Allemagne jouissant d'une Constitution comparable à celle de la République fédérale, démocratique et libérale. Mais il est douteux, estime l'auteur, que l'engagement d'un débat officiel à ce sujet puisse favoriser la stabilisation. Au contraire, estime-t-il, il pourrait en résulter une déstabilisation en RFA et dans les relations de celle-ci avec les pays occidentaux. Une autre manière de penser consisterait à vouloir stabiliser les évolutions en Europe de l'Est et entre les deux parties du continent, par une politique de stabilité, afin d'améliorer la situation par le processus CSCE, entre les deux Etats allemands et les quatre puissances intéressées.

Puis l'auteur évoque les relations entre les deux Etats allemands et les quatre puissances intéressées par une bonne coopération constante. Mais alors, la RDA devra pratiquer une politique plus démocratique, plus ouverte et plus souple. Et le grand processus d'intégration de la Communauté européenne du Marché commun de 1992 aura ainsi des effets importants dans les relations économiques entre les deux Allemagnes. En particulier en matière de désarmement et de contrôle des armements. Et il faudra élargir les consultations à ce sujet entre RFA et RDA.

En fait, déjà des instances communes existent entre les deux Allemagnes, notamment pour les postes, le commerce, l'environnement et la coopération culturelle. Mais, estime van Well, il se pose la question d'une nouvelle convention politique en vue de l'adaptation de l'accord de base par une mise au point de certaines conventions. Il serait, en effet, opportun de fonder l'évolution des relations entre les deux Allemagnes sur un accord de base.

Puis van Well évoque l'importance des relations entre les deux Allemagnes et la Communauté européenne. Leur développement, dit-il, est un facteur important. Surtout par des accords structurels entre les deux pays, mais en particulier par le jeu d'une partici-

pation plus accentuée de la RDA. Il ne faut pas, estime van Well, qu'un lien plus étroit entre les deux Etats entraîne des effets négatifs sur la position de l'Allemagne de l'Ouest dans l'Alliance atlantique. Et, à l'Est, l'URSS et ses alliés pourraient adopter la même façon de voir vis-à-vis de l'attitude nécessaire de la RDA, face aux membres de l'Alliance de l'Est. Car, pour la RFA, Etat de la liberté et de la démocratie, de l'économie de marché, membre de l'Alliance atlantique, une coopération plus étroite entre les deux Allemagnes ne changera nullement la position française dans l'OTAN. Mais le travail commun renforcera les rapports avec la République démocratique allemande.

C'est seulement ces dernières années qu'un rapprochement économique entre les deux Allemagnes s'est concrétisé, sans modification de la position ouest-allemande, tout en favorisant les possibilités d'une coopération accrue de l'Est avec l'Ouest. Et, depuis la fin des années soixante-dix, l'attitude de l'URSS et de ses associés, vis-à-vis de la Communauté européenne, a suscité enfin une plus étroite coopération Est-Ouest. Mais pour les relations économiques plus étroites entre RDA et CEE, la première témoigne ses intérêts vis-à-vis de la Communauté européenne, mais elle reste plus réticente pour une extension

des relations entre celle-ci et la République démocratique allemande.

Le 16 juillet 1989, au sommet économique de Paris, il était convenu que la CEE serait chargée de la coordination, par l'Ouest, des projets de réformes économiques attendus par les pays est-européens. Et les Etats-Unis laissaient à la France l'initiative d'une coordination de l'action, susceptible d'aboutir à un processus de réforme économique de l'Europe de l'Est. Une certaine liberté d'action était ainsi concédée à la France, en vue d'un soutien par la Communauté européenne des réformes possibles en Europe de l'Est. Mais le succès de cet effort dépendra largement de l'attitude des deux Allemagnes. La RFA est-elle vraiment prête à mettre en œuvre son potentiel économique, financier et technique, à cette fin ? C'est bien le chancelier Kohl qui, au sommet de Paris de juillet 1989, avait proposé une coordination par la Communauté. Et la RFA estime qu'une aide à l'Europe de l'Est, par la CEE, sera préférable, vis-à-vis de l'Europe de l'Est, à un rôle dominant de la RFA. D'ailleurs, Gorbatchev lui-même a soutenu récemment, à Strasbourg, le concept d'une « maison européenne commune ». Et puis, la RFA préférerait une direction de l'aide occidentale, vis-à-vis de l'Europe de l'Est, par la Communauté économique, à un rôle

dominant allemand. Car ainsi pourront être surmontées les barrières politiques et psychologiques du passé. Et, dit van Well, un mécanisme de réunions multilatérales sera la meilleure garantie d'une poursuite du changement en Europe par des voies stables.

Le Conseil de l'Europe, lui aussi, peut apporter en la matière une heureuse contribution. Surtout depuis que Gorbatchev lui-même a soutenu, lors de sa réunion de Strasbourg, l'idée d'une «maison commune européenne». Et la RDA pourrait bien percevoir ses intérêts dans un tel milieu. Mais, à cette fin, il importe qu'elle ne s'isole pas par des refus de réformes. Une coopération, institutionnelle en quelque sorte, des deux Etats allemands pourrait ainsi surmonter, par un effort commun, les oppositions visant à une séparation et à des confrontations militaires. Et la sécurité résulterait alors de la coopération. Telle était la conclusion de l'étude de Günther van Well.

Quelles conclusions tirerons-nous de son exposé? Tout simplement que la discussion est devenue intense, ces temps derniers, entre Est et Ouest. Peut-être se présentent, dans les relations évoquées, des chances nouvelles pour une meilleure entente entre Est et Ouest. C'est cet espoir qui semble se dégager de plusieurs exposés récents de Jean d'Ormesson qui,

lui aussi, connaît bien l'Allemagne et l'URSS, où il pratique des contacts qui semblent être prometteurs.

III. L'opinion de Jean d'Ormesson

A plusieurs reprises, dans sa rubrique habituelle, «La chronique du temps qui passe» du *Figaro-Magazine*, Jean d'Ormesson a évoqué la situation en Union soviétique. Et notamment, dans son article du 7 octobre 1989, il racontait son départ vers l'Elbrouz, ce sommet soviétique d'une altitude de 5642 mètres où, lui avait-on dit, un buste de Staline s'était élevé. Et c'est précisément là qu'il allait faire dresser, par quelques Français et Soviétiques, un piolet reproduisant la Déclaration des droits de l'homme, rédigée en français et en russe.

Lors de ce voyage en URSS, il avait eu des entretiens avec diverses personnalités, notamment avec le directeur d'Europe du Ministère des affaires étrangères, et il avait été interviewé par un journaliste de la *Literaturnia*. Puis il avait encore visité divers lieux historiques.

Dans un autre exposé, du 20 octobre, il faisait l'éloge de Gorbatchev qui, dit-il, a «joué un jeu d'enfer avec une audace inouïe».

Et il évoquait la révolution imprévue déclenchée dans un monde actuel, mais qui s'est manifesté en Hongrie et en Pologne, parce que, dit-il, «les conditions en ont été réunies à Moscou, où le Pacte de Varsovie n'est plus qu'un souvenir...». Et les mouvements nationaux annoncés par Hélène Carrère d'Encausse «bouleversent le jeu soviétique et fragilisent l'empire».

Et, conclut alors d'Ormesson, la coexistence pacifique n'a plus de sens et il faut suivre de Gaulle, quand il parlait d'une «Europe jusqu'à l'Oural».

Telles sont quelques-unes des idées exprimées par un homme qui connaît bien des personnalités soviétiques avec qui, il y a quelque temps déjà, il avait eu des entretiens significatifs. Et il signale, avec satisfaction, qu'à la suite de ses déplacements en URSS, a été publié un compte rendu soviétique sensiblement identique à ses déclarations.

*
* *

Les trois personnalités citées dans notre exposé ont défini, avec une grande justesse de vues, leurs opinions sur l'Europe, et notamment sur l'Union soviétique antérieure au 9 novembre 1989. Mais que va devenir le monde après la nuit du 9 au 10 novembre? Et quelle

semble être l'attitude de l'Est et de l'Ouest désormais? C'est là la grande question posée aujourd'hui aux grands responsables politiques des deux «blocs».

Dans l'immédiat, le choc produit à Berlin-Est et, par répercussion, dans tous nos pays n'est, certes, pas encore défini avec précision. Mais, incontestablement, il a suscité une grande émotion générale et créé bien des problèmes à tous les pays intéressés. Nous nous contenterons d'en citer quelques-uns, exprimés d'ailleurs dans un flou très général, au moment où nous tentons de formuler notre modeste exposé. Car le choc de Berlin-Est a bien été une grande surprise pour tous les Etats concernés. Mais il semble animer avant tout l'attitude de Gorbatchev et de l'URSS. Car le chef soviétique affronte actuellement tant de problèmes personnels et soviétiques que, malgré les immenses qualités qui lui ont permis sa prodigieuse ascension politique, il doit aborder une immense quantité de problèmes politiques, humains et techniques, militaires et autres, susceptibles d'être résolus seulement par une personnalité exceptionnelle. C'est sur cette constatation que nous terminerons notre modeste exposé. Dans l'immédiat, nous ne pouvons donc qu'exprimer des vœux pour une heureuse évolution des relations entre Est et Ouest qui ont assuré si longtemps, tout

compte fait, la paix dans notre Europe.

Mais nous pouvons constater du moins avec satisfaction, entre autres faits heureux, l'annonce de rencontres internationales, telles celles de Gorbatchev avec Bush, avec Mitterrand, et même avec Jean-Paul II. Par ailleurs, les mutations amorcées à l'Est, où les assemblées nationales, après l'élimination de certains extrémistes, antérieurement dominants, les ont remplacés par d'autres, plus compréhensifs. Or, comme il a été dit par une personnalité connue, pour des organisations telles la CEE et les alliances, il faut repenser l'Europe sous toutes ses formes et, dans bien des cas, procéder à des mesures urgentes. C'est ainsi que, dès le 14 novembre, le Soviet suprême a voté «le plein rétablissement des droits des groupes ethniques déportés sous Staline», par 370 voix contre 5 votes opposés et 16 abstentions. La résolution condamnait la déportation des Tatars de Crimée, de Turcs, de Bulgares, et celle de divers peuples du Caucase et d'autres populations, jadis accusées d'avoir collaboré avec les nazis et déportées surtout vers l'Asie centrale. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'avait été constituée la commission chargée d'étudier la restauration de la République des Allemands de la Volga.

En bref, tout en envisageant les grands problèmes qui se posent

actuellement à lui, sur le plan international, l'exceptionnel homme d'Etat que semble être Gorbatchev aborde aussi sans retard, à un rythme accéléré par l'explosion du 9 novembre, toutes les questions qui, semble-t-il, se posent à lui sur le plan national. D'où notamment, outre ses entretiens avec Bush, ceux prévus avec Mitterrand et même avec Jean-Paul II, rencontres dont nous avons déjà cité l'intérêt.

Par ailleurs, une réelle solidarité de l'Europe occidentale doit s'affirmer, mais sans menacer l'URSS, notamment en liaison avec l'Europe centrale et celle de l'Est. Elle marquera bien l'ordre nouveau qui semble devoir résulter du choc produit par l'incident de Berlin-Est. Et, dans l'immédiat, la RDA préconise bien un rapprochement avec la RFA, mais limité, semble-t-il.

En Grande-Bretagne, M^{me} Thatcher préconise «de l'Atlantique à la frontière chinoise, l'élargissement de la Communauté», mais pas une restructuration. Telles sont, semble-t-il, certaines conséquences probables de l'effet de surprise suscité par l'imprévue poussée du 9 novembre 1989. Mais celle-ci pourrait, par ses conséquences, favoriser les vœux exprimés par les personnalités citées en tête de notre exposé. Et aboutir à la grande réduction et à l'égalisation des forces Est et Ouest, préconi-

sées par le président Bush, mesure pouvant susciter une économie soviétique améliorée. Notamment par l'implantation en URSS de nouvelles sociétés étrangères, actuellement très rares. Voire des sociétés mixtes, entre Soviétiques et

étrangers. En somme, de grands efforts, susceptibles de grandes réalisations, semblent s'offrir à Gorbatchev, s'il est vraiment l'homme exceptionnel que voient en lui bien des Occidentaux.

F.-Th. S.

DermaPlast.
3 raisons d'y «panser»:
Dermophile.
Avec désinfectant.
N'adhère pas à la plaie.
**Seulement en pharmacies
et drogueries.**



ce qui est bien
tout pour le bureau

Baumann - Jeanneret

architecture d'intérieur administratif - décoration
fournitures - systèmes - machines - meubles

Genève 8, Arquebuse
Tél. 022/21 52 22

Lausanne 1, avenue Tissot
Tél. 021/20 30 01